

Agriculture française : sortir de l'impasse

André Neveu¹

Rétablir la confiance agriculteur/consommateur, améliorer la valeur ajoutée des productions sont parmi les pistes à suivre pour revigorer le secteur.

Dans les années 60, Edgar Pisani ministre de l'Agriculture avec l'appui politique de Michel Debatisse et des Jeunes Agriculteurs, s'est efforcé d'accélérer l'adaptation des exploitations agricoles à la nouvelle concurrence européenne en gestation. Le but était d'agrandir les exploitations, si possible en fermage, et de les moderniser grâce au crédit. Il fallait pousser à la retraite de nombreux agriculteurs âgés et en inciter d'autres à quitter l'activité agricole, ce que le contexte de plein emploi de l'époque rendait relativement facile. Grâce au Marché commun, des prix agricoles élevés et une protection aux frontières ont sécurisé les producteurs. Au total, évaluée sur trois décennies, cette politique a été un succès.

Comme les autres pays européens ont fait à peu près les mêmes choix que la France, des excédents de productions se sont accumulés. Ils sont devenus insupportables financièrement et très contestés par les pays tiers. À partir de 1991, les dirigeants européens ont été contraints d'adopter une nouvelle ligne de conduite : les prix intérieurs européens sont devenus désormais ceux du marché mondial, des aides directes venant compenser le manque à gagner pour les producteurs. Or, se trouver confrontés à une concurrence mondiale était pour nos agriculteurs une situation tout à fait nouvelle et autrement plus difficile à gérer qu'à l'intérieur d'un marché commun européen très protecteur.

Aujourd'hui, les marchés internationaux sont principalement approvisionnés par des entreprises d'une taille bien supérieure à celles, même agrandies, de nos campagnes françaises. Comment une exploitation de 100 ou 200 hectares ou un peu plus, peut-elle lutter contre les fermiers nord-américains à 2 000

¹ André Neveu est membre de l'Académie d'agriculture de France.

ou 3 000 hectares, les firmes sud-américaines de plusieurs dizaines de milliers d'hectares ou les agro-holdings russes encore plus étendues ?

Quelques exemples d'exploitations céréalières dans le monde

	Russie	Australie	Argentine	Etats-Unis	Canada	France
Taille des exploitations	12 000	3 600	3 300	1 900	1 300	190
Production par actif	450	2 300	3 500	2 000	2 900	750

(Unités : hectare et tonne de blé).

Source : *Revue de l'Académie d'agriculture*, n° 13, septembre 2017

Certes, les agriculteurs, en particulier les céréaliers, se sont équipés en matériels de plus en plus en plus puissants et coûteux. Ils ont utilisé toutes les ressources de la science et de l'agronomie. Ils ont intensifié leurs modes de production à l'aide de semences sélectionnées, d'engrais et de produits phytosanitaires. La productivité de la main-d'œuvre a considérablement progressé. Mais les coûts de production sont toujours trop élevés, si on les compare à ceux de leurs concurrents des pays tiers. Car en France, les charges fixes sont très lourdes et difficilement compressibles dans la mesure où elles s'amortissent sur une superficie trop faible.

Comparaison des coûts de production du blé dans quelques grands pays

	Russie	Ukraine	Australie	France
Superficie moyenne des exploitations (ha)	12 000	2 000	3 600	180
Coût de production total (euros par tonne de blé)	90	74	160	130 à 180
Dépenses de main d'œuvre et de mécanisation (euros par tonne de blé)	32,7	32	62	60 à 80

Source : Dossier issu de *La France agricole* (10 mars 2017)

Les aides européennes sont donc toujours nécessaires à l'équilibre financier de beaucoup d'exploitations françaises. Or ces aides seront amenées à diminuer ou à être accordées sous conditions de protection de l'environnement. La situation

est encore plus critique pour d'autres productions. Par exemple, les élevages de bovin viande ne survivent que grâce aux aides communautaires et au contingentement des importations de viande des pays tiers.

Même sur les marchés européens, la situation de nombreux secteurs est de plus en plus difficile. Car si les entreprises de collecte, de stockage et de première transformation, très déficientes au sortir de la Seconde Guerre mondiale, ont été considérablement modernisées, les entreprises de la seconde transformation sont souvent à la peine. Des unités plus rentables se sont multipliées chez nos voisins européens et remettent en cause les atouts que l'agrandissement des structures d'exploitations nous avaient apportés : la France perd donc des parts de marché dans de nombreux secteurs de production tels que les volailles, les porcs, les fruits et légumes...

DES UNITÉS PLUS RENTABLES SE SONT MULTIPLIÉES CHEZ NOS VOISINS EUROPÉENS

UN SENTIMENT D'INJUSTICE

Trop souvent la valeur ajoutée nous échappe au profit de nos partenaires allemands, polonais ou espagnols. Cette concurrence interne à l'Europe explique sans doute que les agriculteurs soient très hostiles à tous les accords commerciaux avec les pays tiers, qu'il s'agisse de celui déjà en vigueur avec le Canada, du projet avec le Mercosur ou de toute autre éventualité, avec la Nouvelle-Zélande par exemple. Ils sont persuadés que l'arrivée de nouveaux concurrents accélèrera leurs difficultés. Il est difficile de leur prouver le contraire. Enfin, les agriculteurs sont de plus en plus souvent l'objet de critiques internes en France.

Alors que les importations permettent aux consommateurs de bénéficier de prix bas, un certain nombre de citoyens s'inquiètent à la fois de leur santé, de celle de leurs enfants et de l'avenir de la planète. Ceux qui en ont les moyens financiers espèrent se protéger en achetant des produits issus de l'agriculture biologique. Mais ils accusent les agriculteurs d'utiliser des produits dangereux pour eux-mêmes, leurs voisins et les consommateurs. Car ils observent que les abeilles et autres insectes disparaissent de nos campagnes, que les nappes phréatiques sont souvent polluées et que les paysages se sont dégradés avec l'emploi de machines toujours plus puissantes. Le mode d'élevage des animaux dans les ateliers industriels est aussi contesté, même lorsque les éleveurs respectent la réglementation en vigueur. Il s'y ajoute les comportements et les méthodes inacceptables des « défenseurs » des animaux.

Bien sûr, les agriculteurs vivent très mal ces nombreuses critiques qui remettent en cause les méthodes de travail qu'ils ont laborieusement mises au point et peu à peu perfectionnées depuis plus d'un demi-siècle. C'est même la finalité de leur travail qui est l'objet de critiques alors qu'il y a encore peu d'années, ils étaient fiers de contribuer à nourrir le monde.

Ce sentiment d'injustice est d'autant plus difficile à accepter que les agriculteurs des autres pays ne semblent pas faire l'objet d'une telle contestation. En effet, ils nous exportent, ou menacent de nous exporter, leurs productions sans que ni le gouvernement, ni l'UE n'y trouvent à redire. Or ces productions sont souvent soumises à des contraintes sanitaires beaucoup moins strictes que celles des agriculteurs français. Le meilleur exemple est celui du soja OGM importé des Etats-Unis ou du Brésil qui nourrit les animaux européens, alors que les cultures OGM sont interdites en Europe. Les agriculteurs français estiment que les règles n'étant pas les mêmes pour tous, la concurrence est faussée.

ACCROÎTRE LA VALEUR AJOUTÉE PAR LA TRANSFORMATION DES PRODUITS

Malgré leurs efforts pour rester dans la course, les agriculteurs français n'obtiennent que des revenus médiocres et très variables d'une exploitation à l'autre ou d'un secteur à l'autre. On a vu que l'agrandissement de la taille des exploitations ne permettra jamais de les mettre au niveau des immenses exploitations des pays tiers. On peut aussi observer que depuis une vingtaine d'années, les rendements des principales cultures n'augmentent plus, ou plus guère. Or au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, l'augmentation des rendements a constitué un facteur essentiel de l'amélioration des revenus agricoles en France. Il reste la possibilité d'accroître la valeur ajoutée par la transformation des produits. C'est l'affaire des industries agroalimentaires et surtout d'une association entre les agriculteurs et les industriels.

Deux exemples parmi des centaines d'autres :

- les poulets de Loué (Sarthe), élevés en plein air et nourris avec des céréales produites dans la région, sont valorisés par un label qui garantit le strict respect des conditions de production des animaux ;

- l'entreprise Pomone qui fabrique près d'Angers des tartes aux pommes vendues dans le monde entier (même en Australie et au Japon), exploite aussi 145 hectares de pommiers (y compris dix hectares en culture biologique) dont la production est largement valorisée par l'apport de l'outil industriel.

Bien qu'ils se multiplient, ces petits créneaux ne permettent de valoriser qu'une fraction de nos productions agricoles. Heureusement, des transformations industrielles de masse existent aussi. Ainsi l'immense amidonnerie de l'entreprise Roquette, à Lestrem dans le Pas-de-Calais, traite chaque année six millions de tonnes de blé, maïs ou pommes de terre. En multipliant des produits dérivés, elle apporte une réelle valeur ajoutée par rapport à des exportations en vrac. Pour l'ensemble de la France, c'est tout de même un solide positif de sept ou huit milliards d'euros chaque année qui contribue utilement au rééquilibrage de nos échanges commerciaux.

UNE FRACTION DE LA SURFACE AGRICOLE DÉDIÉE À LA CONSOMMATION INTÉRIEURE

Même si près de 70 % des Français ont confiance dans leur agriculture et ont une bonne opinion des agriculteurs, la fracture entre eux et une partie de nos concitoyens (souvent relayée par les médias) est réelle et grave. La réduire est vital, mais s'avérera un exercice fort difficile. On peut imaginer différents types de solutions, par exemple :

- la poursuite du développement d'une offre de produits de qualité sur le plan gustatif et sanitaire. Outre les produits « bio » qui sont maintenant bien installés dans le paysage français, les produits « locaux » (avec notamment, mais pas seulement, la formule des Amap) et les produits « équitables » ont de plus en plus les faveurs des consommateurs. Mais cette demande ne peut suffire à utiliser tout le territoire agricole ;

- les engagements de réduire voire de supprimer les produits phytosanitaires de synthèse ont pâti de nombreuses promesses non tenues ou peu claires. C'est le cas de la réduction de 50 % du nombre de traitements (ou des quantités utilisées), des produits de l'agriculture dite « raisonnable », ou encore des difficultés de multiplier les fermes « Dephy² » utilisant moins de produits chimiques. Si on veut étendre et renouveler ces expériences, il faudra à l'évidence s'y prendre autrement. Peut-être la solution passe-t-elle par la généralisation d'une agriculture de conservation³ appliquant les techniques de l'agroécologie ?

² Dans ces fermes l'usage des produits phytosanitaires est réduit tout en organisant des systèmes de production performants.

³ L'agriculture de conservation s'appuie notamment sur le non-labour, la couverture et la régénération des sols, la diversité des cultures (y compris la multiplication des cultures associées) et l'allongement des assolements.

- on peut aussi imaginer la partition de la surface agricole nationale dont une fraction serait dédiée à la consommation intérieure avec ses propres normes et une seconde à l'exportation, celle-ci appliquant strictement les règles sanitaires qu'exigent les marchés internationaux. Dans un pays comme la France où le paysage agricole est autant morcelé, un tel partage impliquerait un engagement individuel des agriculteurs et non un découpage géographique. Dans cette dernière hypothèse, on peut supposer que les alentours des villes soient plutôt dédiés à la consommation locale et que les grandes plaines visent de préférence les exportations.

La solution passe sans doute par un mixage de ces différentes solutions et probablement de quelques autres. Il reste à la construire avec l'ensemble des parties prenantes.

RÉCONCILIER LES PAYSANS ET LES URBAINS

L'agriculture française est manifestement à un tournant de son évolution séculaire. Après le rôle qu'ont joué à partir du Second Empire les transports par chemins de fer dans son désenclavement, et celui de l'intensification après la Seconde Guerre mondiale, les difficultés actuelles montrent qu'une nouvelle ère s'impose. Dans le cas contraire, le risque est grand de voir le monde agricole se « bunkeriser » et sa fonction se rétrécir à la simple occupation du territoire, c'est-à-dire à la lente transformation des agriculteurs en jardiniers du paysage.

Il faut au contraire une sortie par le haut. C'est-à-dire élaborer un projet qui réconcilie les paysans et les urbains. Ceux-ci sont certes largement majoritaires, mais ils ne peuvent ni se passer, ni ignorer ce monde des campagnes aujourd'hui si lointain dans le temps, et pourtant si proche dans l'espace. Mais ce projet doit aussi être économiquement viable, c'est-à-dire redonner à l'agriculture française la place qu'elle mérite, tout en assurant aux agriculteurs un revenu décent sans aides massives de l'État. ■

LE RISQUE EST DE
VOIR LE MONDE
AGRICOLE SE
BUNKÉRISER